



# Afghanistan: mise à jour

## Les conditions de sécurité actuelles

Corinne Troxler Gulzar

Weyermannsstrasse 10  
Postfach 8154  
CH-3001 Bern

T++41 31 370 75 75  
F++41 31 370 75 00

info@fluechtlingshilfe.ch  
www.fluechtlingshilfe.ch

Spendenkonto  
PC 30-1085-7

Berne, le 5 octobre 2014




À propos de l'auteure:

Corinne Troxler Gulzar a étudié l'histoire, les sciences politiques et le droit international à l'Université de Zurich. Elle jouit d'une longue expérience en tant que représentante des œuvres d'entraide dans la procédure d'asile. Dans le cadre d'un stage, elle a rédigé des analyses thématiques, des expertises et des informations pour le compte de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR. Elle a ensuite travaillé comme assistante au Séminaire d'histoire de l'Université de Lucerne, où elle a organisé entre autres des congrès sur l'histoire de l'Afghanistan. Ces dernières années, elle s'est rendue plusieurs fois en Afghanistan et a notamment pris part à trois missions d'observation, la dernière datant de fin septembre 2012. Elle a complété les impressions déjà recueillies par ses propres recherches sur le terrain et s'est notamment beaucoup intéressée à la situation des femmes. En parallèle, elle a appris le persan et le dari dans les Universités de Zurich et de Berne, ainsi qu'en Afghanistan et en Iran. Dans le cadre du *Certificate of Advanced Studies in Civilian Peacebuilding 2012/13*, l'auteure s'est à nouveau intéressée de près à l'Afghanistan sous l'angle de la construction de l'État / des États fragiles, de la réparation du passé, de la médiation et des genres.

## Impressum

**EDITEUR**

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR  
Case postale 8154, 3001 Berne  
Tél. 031 370 75 75  
Fax 031 370 75 00  
Courriel : [info@osar.ch](mailto:info@osar.ch)  
Internet : [www.osar.ch](http://www.osar.ch)

CCP Dons : 10-10000-5


**AUTEUR**

Corinne Troxler Gulzar

**VERSIONS**

Allemand, français

**COPYRIGHT**

© 2012  Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR, Berne  
copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source.

## Sommaire

1	Introduction .....	1
2	Situation politique .....	1
3	Conditions de sécurité.....	3
4	Constitution et système judiciaire.....	11
5	Droits de l'homme: profils de risque .....	13
6	Situation socio-économique et médicale .....	19
7	Retour .....	21

## 1 Introduction

Fin 2014, peu avant le terme prévu de la mission de combat de l'OTAN en Afghanistan la situation se présente sous un jour extrêmement sombre: les querelles persistantes sur l'issue des élections présidentielles, les incertitudes liées au fait que l'Afghanistan a tant tergiversé avant de signer les accords de sécurité avec les États-Unis et l'OTAN, la dépendance financière à l'égard de la Communauté internationale, notamment en ce qui concerne les forces de sécurité afghanes (ANSF), l'effondrement économique et les conditions de sécurité précaires ont profondément déstabilisé la population afghane.<sup>1</sup> La multiplication des opérations militaires opposant les forces de sécurité afghanes et les groupements antigouvernementaux a de nouveau entraîné une augmentation dramatique du nombre de victimes au sein de la population civile.<sup>2</sup>

Depuis le 29 septembre 2014, l'Afghanistan dispose certes d'un gouvernement d'unité présidé par Ashraf Ghani. Le poste de Premier ministre, nouvellement créé, a été confié à Abdullah Abdullah. Mais la crise électorale a clairement montré à quel point la situation peut vite devenir incontrôlable. Les rivalités entre les groupements ethniques, en particulier entre les Pachtounes et les Tadjiks, pourraient placer le pays face à des défis majeurs, encore plus que le danger émanant des groupements antigouvernementaux.<sup>3</sup>

La présente mise à jour se rattache à celle de septembre 2013. Elle porte avant tout sur l'évolution des conditions de sécurité et sur les profils de risque.

## 2 Situation politique

Jusqu'à présent, le gouvernement afghan n'a guère montré de volonté politique de combattre la corruption très répandue. Il continue à lutter pour la transparence, la responsabilisation et l'État de droit. Le manque de coordination entre le gouvernement central et les autorités au niveau des provinces et des districts, le rapport de force inégal entre les pouvoirs exécutifs, la gestion peu efficace des finances publiques, ainsi que les déficits budgétaires sur tous les plans, constituent des défis majeurs. À l'échelon infranational, les prestations du gouvernement restent limitées aux chefs-lieux des provinces et des districts, malgré les efforts déployés pour les fournir jusque dans les régions rurales.<sup>4</sup> La corruption très répandue et la mauvaise

<sup>1</sup> US Department of Defense (USDOD), Progress Toward Security and Stability in Afghanistan: Report to Congress», avril 2014, p. 1: [www.defense.gov/pubs/April\\_1230\\_Report\\_Final.pdf](http://www.defense.gov/pubs/April_1230_Report_Final.pdf).

<sup>2</sup> Focus, Nato-Abzug aus Afghanistan: Lektion gelernt? Der Westen hinterlässt in Afghanistan verbrannte Erde», le 16 juillet 2014: [www.focus.de/politik/experten/eroes/nato-abzug-aus-afghanistan-lessons-learned-der-westen-hinterlaesst-in-afghanistan-verbrannte-erde\\_id\\_3994850.html](http://www.focus.de/politik/experten/eroes/nato-abzug-aus-afghanistan-lessons-learned-der-westen-hinterlaesst-in-afghanistan-verbrannte-erde_id_3994850.html); UNAMA, Mid-year Report 2014 on the Protection of Civilians in Armed Conflict, juillet 2014, p. 1: [www.unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/human%20rights/UNAMA%20Protection%20of%20Civilians%20MYR%202014\\_9%20July%202014.pdf](http://www.unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/human%20rights/UNAMA%20Protection%20of%20Civilians%20MYR%202014_9%20July%202014.pdf).

<sup>3</sup> Giustozzi, Antonio, Taliban networks in Afghanistan. CIWAG case study series 2011-2012, 2012, p. 38: [www.usnwc.edu/getattachment/cb721e1e-7ec1-418b-934c-7aad90d187c4/Giustozzi-final-for-website.pdf](http://www.usnwc.edu/getattachment/cb721e1e-7ec1-418b-934c-7aad90d187c4/Giustozzi-final-for-website.pdf). NZZ, Weg frei für Nato-Militäreinsatz ab 2015, le 30 septembre 2014: [www.nzz.ch/international/asien-und-pazifik/weg-frei-fuer-den-militaereinsatz-ab-2015-1.18394158](http://www.nzz.ch/international/asien-und-pazifik/weg-frei-fuer-den-militaereinsatz-ab-2015-1.18394158).

<sup>4</sup> USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 4–5, 71, 72, 86, 88; le gouvernement allemand, rapport du Parlement allemand sur les progrès de l'Afghanistan dans le domaine de

gouvernance contribuent pour beaucoup à ce que les Talibans puissent maintenir leur influence dans une grande partie du pays ou même l'étendre.<sup>5</sup>

**Élections présidentielles.** Les troisièmes élections provinciales et présidentielles organisées en Afghanistan ont eu lieu le 5 avril 2014. Comme aucun candidat à la présidence n'a obtenu la majorité absolue au premier tour, il a fallu organiser, le 14 juin 2014, un second tour entre les deux favoris, l'ancien Ministre des affaires étrangères Abdullah Abdullah et l'ancien Ministre des finances Ashraf Ghani. Malgré de lourdes menaces émanant de groupements antigouvernementaux, la participation a été étonnamment élevée. Sept à huit millions d'Afghanes et Afghans se sont rendus aux urnes. Mais le premier changement de pouvoir démocratique du pays a une fois de plus été entaché par de graves accusations de fraude électorale.<sup>6</sup> Le 7 juillet 2014, Ashraf Ghani a été annoncé vainqueur du second tour; Abdullah Abdullah a immédiatement contesté ce résultat. La médiation du Ministre américain des affaires étrangères John Kerry a permis d'éviter à plusieurs reprises des débordements de violence. La passation de pouvoir était prévue le 2 août 2014. Mais comme la date n'a pas pu être respectée, le Président Hamid Karzai est resté en fonction jusqu'à l'investiture de son successeur le 29 septembre 2014.<sup>7</sup> Ashraf Ghani a alors été déclaré Président de l'Afghanistan et Abdullah Abdullah est devenu en quelque sorte Premier ministre du nouveau gouvernement d'unité. Mais la débâcle électorale qui a précédé érode sensiblement la crédibilité du nouveau gouvernement et joue en faveur des Talibans.<sup>8</sup>

**Accords de sécurité.** En novembre 2013, la grande majorité de la *Loya Jirga* s'est prononcée en faveur de la signature de l'**accord de sécurité bilatéral avec les États-Unis (BSA)** qui règle les conditions de stationnement des soldats américains en Afghanistan au-delà de 2014. Le Président Hamid Karzai a toutefois refusé de le signer, laissant cette tâche à son successeur. La signature du BSA a aussi pris du retard à cause de la crise électorale. Cet accord prépare la voie à un accord du même type entre l'Afghanistan et l'*OTAN*, le *Status of Force Agreement (SOFA)*, pour la mission de suivi «**Resolute Support**».<sup>9</sup> Tous deux ont été signés le 30 septembre 2014.<sup>10</sup>

**Négociations avec les Talibans.** L'ouverture du bureau de liaison des Talibans à Doha, la capitale du Qatar, a échoué en juin 2013. Depuis, il n'y a plus eu que des pourparlers de paix non officiels et sporadiques avec les Talibans. En mai 2014, ils

---

l'enseignement, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 9: [www.auswaertiges-amt.de/cae/servlet/contentblob/682082/publicationFile/194857/Fortschrittsbericht\\_Juni\\_2014.pdf](http://www.auswaertiges-amt.de/cae/servlet/contentblob/682082/publicationFile/194857/Fortschrittsbericht_Juni_2014.pdf).

<sup>5</sup> US Department of State (USDOS), Country Report on Human Rights Practices 2013 – Afghanistan, le 27 février 2014, p. 29: [www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2013/sca/220386.htm](http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2013/sca/220386.htm).

<sup>6</sup> NZZ, Stichwahl in Afghanistan – Welle von Angriffen der Taliban, le 15 juin 2014: [www.nzz.ch/international/welle-von-angriffen-der-taliban-1.18322620](http://www.nzz.ch/international/welle-von-angriffen-der-taliban-1.18322620); Tages-Anzeiger, Dutzende Tote während Wahlen in Afghanistan, le 14 juin 2014: [www.tagesanzeiger.ch/ausland/naher-osten-und-afrika/Dutzende-Tote-waehrend-Wahlen-in-Afghanistan/story/20810013](http://www.tagesanzeiger.ch/ausland/naher-osten-und-afrika/Dutzende-Tote-waehrend-Wahlen-in-Afghanistan/story/20810013); Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 7–8; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 22.

<sup>7</sup> NZZ, Wie Kerry Afghanistan vor dem Chaos bewahrte, le 13 juillet 2014:

[www.nzz.ch/aktuell/startseite/john-kerry-bewahrt-afghanistan-vor-dem-chaos-1.18342564](http://www.nzz.ch/aktuell/startseite/john-kerry-bewahrt-afghanistan-vor-dem-chaos-1.18342564); NZZ, Verhandlungserfolg Kerrys in Afghanistan, le 14 juillet 2014, p. 4; CRS, le 11 juillet 2014, Summary.

<sup>8</sup> NZZ, Afghanistans Taliban: Weiterhin stark, aber nicht stark genug, le 23 juin 2014; ORF, Ghani ist neuer Präsident Afghanistans – Hoffnung auf Stabilität, le 21 septembre 2014: <http://orf.at/stories/2246539/2246540/>.

<sup>9</sup> USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 5, 18–19; CRS, le 11 juillet 2014, p. 25.

<sup>10</sup> NZZ, Weg frei für Nato-Militäreinsatz ab 2015, le 30 septembre 2014.

ont abouti à un échange de prisonniers, le seul prisonnier américain des Talibans, le sous-officier Bowe Bergdahl, ayant été remis aux États-Unis en échange de cinq prisonniers talibans de Guantánamo. Les Talibans ont célébré cet échange de prisonniers comme une victoire. Ils avaient notamment posé comme condition aux négociations de paix la libération de détenus talibans. Le gouvernement afghan a protesté contre le transfert, cet échange a également suscité de vives critiques aux États-Unis.<sup>11</sup> En septembre 2013, le Pakistan a relâché le mollah Abdul Ghani Baradar, en qui le gouvernement afghan place de grands espoirs dans le cadre de possibles pourparlers de paix. Mais l'ancien bras droit du chef des Talibans se trouve toujours strictement assigné à résidence au Pakistan.<sup>12</sup>

### 3 Conditions de sécurité

Déjà au printemps 2013, une augmentation préoccupante des confrontations militaires entre groupements antigouvernementaux et forces de sécurité afghanes (ANSF) s'est amorcée dans les régions densément peuplées. En 2014, on a observé une nouvelle escalade dans toutes les régions du pays. Les groupements antigouvernementaux profitent des failles de sécurité liées au retrait de la FIAS, de la crise politique provoquée par les litiges électoraux et du retard pris dans la signature des accords de sécurité avec les États-Unis et l'OTAN. Ils veulent tester leur force dans la lutte d'influence pour le contrôle de certaines régions et passages stratégiques et affaiblir encore, par leurs attaques, l'État afghan. Pour limiter autant que possible leurs propres pertes, les deux parties recourent davantage à des lance-grenades ou à des missiles permettant des tirs à distance. Mais les ANSF n'ont pas réussi partout à prendre le contrôle du terrain après la fermeture des bases de la FIAS.<sup>13</sup>

Durant les premiers mois de 2014 et en particulier depuis les litiges électoraux, les conditions de sécurité en Afghanistan se sont considérablement dégradées. Les opérations de combat ont augmenté, au même titre que les attentats. Même dans la capitale bien sécurisée, on note une hausse significative des attentats très élaborés orchestrés par les groupements antigouvernementaux. Dans plusieurs régions du

---

<sup>11</sup> CRS, le 11 juillet 2014, Summary, p. 39; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 5–6, 14; Zeit, USA lassen fünf Guantanamo-Häftlinge frei, le 31 mai 2014: [www.zeit.de/news/2014-05/31/usa-usa-lassen-fuenf-guantanamo-haeflinge-frei-31200402](http://www.zeit.de/news/2014-05/31/usa-usa-lassen-fuenf-guantanamo-haeflinge-frei-31200402); Zeit, Taliban-Anführer feiert Gefangenenaustausch als «grossen Sieg», le 1er juin 2014: [www.zeit.de/news/2014-06/01/afghanistan-usa-katar-konflikte-streitraefte-entfuehrungen-taliban-anfuehrer-feiert-gefangenenaustausch-als-grossen-sieg-01160604](http://www.zeit.de/news/2014-06/01/afghanistan-usa-katar-konflikte-streitraefte-entfuehrungen-taliban-anfuehrer-feiert-gefangenenaustausch-als-grossen-sieg-01160604). Il s'agit du mollah Mohammad Fazl, ancien Ministre de la Défense; de Norullah Noori, ancien commandant au Nord de l'Afghanistan; de Khairullah Khairkhwa, ancien Ministre de l'Intérieur; de Mohammad Nabi Omari, ancien officier taliban; de Habdul Haq Wasiq, ancien chef adjoint du service de renseignement. Pour des raisons de sécurité, ils n'ont pas été autorisés à quitter le Qatar pendant au moins une année. Süddeutsche, Gefangenenaustausch – Afghanistan verurteilt US-Deal mit Katar, le 2 juin 2014: [www.sueddeutsche.de/politik/gefangenenaustausch-afghanistan-verurteilt-us-deal-mit-katar-1.1981752](http://www.sueddeutsche.de/politik/gefangenenaustausch-afghanistan-verurteilt-us-deal-mit-katar-1.1981752).

<sup>12</sup> CRS, le 11 juillet 2014, p. 40.

<sup>13</sup> UNAMA, Annual Report 2013 – Protection of Civilians in Armed Conflict, février 2014, p. 6, 13, 39: [http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/human%20rights/Feb\\_8\\_2014\\_PoC-report\\_2013-Full-report-ENG.pdf](http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/human%20rights/Feb_8_2014_PoC-report_2013-Full-report-ENG.pdf); UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 8, 34 – 35; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 1; Tagesschau.de, Immer mehr Terror gegen Zivilisten, le 15 juillet 2014: [www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-184.html](http://www.tagesschau.de/ausland/afghanistan-184.html); NZZ, Afghanistans Taliban: Weiterhin stark, aber nicht stark genug, le 23 juin 2014.

pays, les conditions de sécurité passent pour précaires<sup>14</sup> et les ANSF sont de plus en plus souvent défiées.<sup>15</sup>

Les actes de violence dirigés contre la population civile émanent toujours de quatre sources:

- De groupements armés antigouvernementaux tels que les Talibans, du *Hezb-e-Islami* de Gulbuddin Hekmatyar<sup>16</sup>, du réseau Haqqani<sup>17</sup> et d'autres<sup>18</sup>;
- de seigneurs de la guerre régionaux et de commandants des milices
- de groupements criminels
- de ripostes des forces de sécurité afghanes et étrangères contre les groupements hostiles au gouvernement, notamment des bombardements.

D'après *United Nations Assistance Mission (UNAMA)*, le nombre de victimes parmi la population civile a de nouveau augmenté en 2013 avec un bilan de 2959 morts, dont 74 pourcent sont imputés à des groupements antigouvernementaux. Jamais auparavant, les combats militaires n'avaient fait autant de victimes qu'en 2014 parmi la population civile. Les femmes et les enfants pris entre les fronts ont été les plus touchés. Au cours du premier semestre 2014, le nombre de victimes parmi la population civile a augmenté de 24 pourcent par rapport à l'année précédente.<sup>19</sup>

<sup>14</sup> USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 13; NZZ, Afghanistans Taliban: Weiterhin stark, aber nicht stark genug, le 23 juin 2014; NZZ, Stichwahl in Afghanistan – Welle von Angriffen der Taliban, le 15 juin 2014. Selon les statistiques de l'ANSF, le nombre d'incidents de sécurité a reculé en 2014. Le Parlement allemand doute pourtant de l'éloquence de ce chiffre et signale que les possibilités de le vérifier et de le comparer à d'anciennes statistiques sont «très limitées». Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 16.

<sup>15</sup> UNAMA, Annual Report 2013, février 2014, p. 39; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 28.

<sup>16</sup> Le *Hezb-e-Islami* de Hekmatyar est actif principalement au Nord et à l'Est de Kaboul. Il s'est concentré sur des attaques très médiatiques. Bien qu'idéologiquement et politiquement proche des Talibans, ce groupement leur dispute parfois le contrôle de certaines régions dans le cadre d'affrontements armés. Il passe pour relativement ouvert à une possible réconciliation avec le gouvernement afghan. Hekmatyar a ainsi invité ses partisans à participer aux élections du 5 avril 2014, ce qui a été interprété comme une tentative de positionner le groupement pour un futur rôle politique. CRS, le 11 juillet 2014, p. 15.

<sup>17</sup> D'après l'*US Department of Defense*, le réseau Haqqani est devenu l'élément le plus virulent de la résistance afghane et passe pour l'une des plus grandes menaces pour la sécurité de l'Afghanistan. Il entretient d'étroits contacts avec Al Qaïda comme avec les Talibans, ainsi que de bonnes relations avec le service secret pakistanais *Inter-Services Intelligence (ISI)*. Comme d'autres groupes de résistants, le réseau Haqqani a pour but de chasser les troupes internationales d'Afghanistan, de renverser le gouvernement afghan et de créer un Émirat islamique d'Afghanistan. Il opère principalement à partir des trois provinces Est de Paktika, Paktiya et Khost, mais a démontré à plusieurs reprises sa capacité à orchestrer des attaques extrêmement complexes dans tout le pays. Quelques experts partent du principe que le réseau a perdu de son influence suite à la mort des deux fils Haqqani. Le 13 novembre 2013, un haut commandant Haqqani a déclaré que le réseau était prêt à dialoguer avec les États-Unis, si les Talibans se décidaient à négocier. USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 3, 12; CRS, le 11 juillet 2014, p. 15–16, 44.

<sup>18</sup> Les Talibans pakistanais, ou *Tehrik-e Taliban Pakistan*, s'en prennent principalement au gouvernement pakistanais, mais soutiennent les Talibans afghans et opèrent en partie à partir du territoire afghan. Leur chef est Hakimullah Mehsud. Le *Lashkar-e Tayyiba* est un groupement islamiste pakistanais militant qui se concentrait à l'origine sur des opérations contre l'Inde, mais qui agit visiblement aussi en Afghanistan. On lui attribue l'attentat du 23 mai 2014 dirigé contre le consulat indien à Herat. Quant au groupement pakistanais *Lashkar-i-Janghvi*, il semblerait qu'il mène également une partie de ses opérations en Afghanistan. CRS, le 11 juillet 2014, p. 17. L'*Islamic Movement of Uzbekistan (IMU)*, en lien avec les Talibans au Nord-est de l'Afghanistan, enrôlerait toujours des Ouzbèques afghans. Il représente seulement 1 % des groupements antigouvernementaux d'Afghanistan. Giustozzi, Taliban networks, p. 59.

<sup>19</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 1–2, 6, 16–17, 39; UNAMA, Mid-year Report 2014, juillet 2014, p. 1–3, 10, 28, 29.

**Forces de sécurité étrangères.** Début août 2014, les forces de sécurité étrangères comptaient encore 44'299 hommes stationnés en Afghanistan.<sup>20</sup> Avec la réduction de cet effectif et le transfert progressif de la responsabilité aux ANSF, elles ont été la cible de plus en plus d'attentats ces dernières années.<sup>21</sup> Les forces de sécurité étrangères se concentrent toujours sur le transfert de la responsabilité de la sécurité, sur le retrait rapide des troupes et sur le rapatriement du matériel de guerre.<sup>22</sup> Les États-Unis ont déjà fermé environ 300 de leurs bases. Durant l'été 2014, il restait encore près de 80 bases militaires américaines, dont neuf seulement doivent être maintenues durablement. La plupart des *Provincial Reconstruction Teams (PRT)* ont été remises à des institutions afghanes.<sup>23</sup>

En 2013, le nombre de civil-e-s tué-e-s par les attaques aériennes de l'OTAN a baissé de 10 pourcent par rapport à l'année précédente. Il a pour la première fois reculé encore de 58 pourcent au cours du premier semestre 2014: 45 pourcent des personnes tuées sont des femmes et des enfants. Le nombre de civils tués par des drones a en outre triplé par rapport à l'année précédente. L'usage excessif de la violence par les forces de sécurité afghanes et internationales a aussi augmenté de 47 pourcent en 2013.<sup>24</sup>

Le **processus de transition** progresse comme prévu et s'achèvera fin 2014. Le 27 mai 2014, le Président Barak Obama a annoncé le retrait progressif des troupes américaines d'Afghanistan après 2014: début 2015, il ne restera plus que 9'800 sol-dates et soldats en Afghanistan. Leur mission consiste à la fois à former les forces de sécurité afghanes et à mener des opérations contre des éléments terroristes. Leur effectif doit être ramené à 4'900 personnes d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2016 et déployé principalement à Kaboul et à l'aéroport de Bagram. Après 2016, il restera finalement moins de 1'000 éléments des forces de combat américaines à Kaboul pour protéger les institutions américaines. La condition à ce retrait était la signature du BSA.<sup>25</sup>

Les plans de retrait des États-Unis fixent aussi le cadre du futur engagement de l'OTAN en Afghanistan. L'OTAN prévoit un modèle dit de réserve comportant 8'000 à 12'000 soldates et soldats pour la mission de suivi «**Resolute Support**». Elle aura pour priorités la formation, le conseil et le soutien des ANSF.<sup>26</sup> Suite aux plans des

<sup>20</sup> ISAF, Troop numbers and contributions, état du 4 août 2014: [www.isaf.nato.int/troop-numbers-and-contributions/index.php](http://www.isaf.nato.int/troop-numbers-and-contributions/index.php).

<sup>21</sup> Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 16. Onze soldats étrangers ont perdu la vie au cours des quatre premiers mois de 2014. Les attaques de l'intérieur ont aussi fortement reculé en 2013. Elles font partie de la guerre asymétrique que mènent les groupements antigouvernementaux. Entre-temps, ces derniers se concentrent toutefois sur les ANSF. USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 15; CRS, le 11 juillet 2014, p. 17.

<sup>22</sup> Human Rights Watch, World Report 2014 – Afghanistan, le 21 janvier 2014: [www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/afghanistan](http://www.hrw.org/world-report/2014/country-chapters/afghanistan).

<sup>23</sup> CRS, 11 juillet 2014, p. 22; Khalid Koser / Peter Marsden, Migration and Displacement Impacts of Afghan Transition in 2014: Implications for Australia, Irregular Migration Research Program, Occasional Paper Series, 03/2013, p. 10: [www.immi.gov.au/media/research/irregular-migration-research/\\_doc/migration-displacement-impacts-afghan-transitions-2014.pdf](http://www.immi.gov.au/media/research/irregular-migration-research/_doc/migration-displacement-impacts-afghan-transitions-2014.pdf).

<sup>24</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 7–8, 46, 48–49; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 50.

<sup>25</sup> CRS, 11 juillet 2014, Summary, p. 23. Tagesschau.de, il resterait près de 10'000 soldats, le 28 mai 2014: [www.tagesschau.de/ausland/us-truppen-afghanistan102.html](http://www.tagesschau.de/ausland/us-truppen-afghanistan102.html); FAZ, Ein überstürzter Abzug, le 29 mai 2014: [www.faz.net/aktuell/politik/afghanistan-einsatz-ein-ueberstuerzter-abzug-12963282.html](http://www.faz.net/aktuell/politik/afghanistan-einsatz-ein-ueberstuerzter-abzug-12963282.html); Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 18.

<sup>26</sup> Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 18–19. La région de Kaboul constitue le centre, le Nord, le Sud, l'Ouest et l'Est les quatre rayons. Voir aussi: Le Parlement allemand, Fortschrittsbericht Afghanistan zur Unterrichtung des Deutschen Bundestags, janvier 2014, p. 16–17: [www.nato.diplo.de/contentblob/4124134/Daten/3901297/AFGFortschrittsbericht2014.pdf](http://www.nato.diplo.de/contentblob/4124134/Daten/3901297/AFGFortschrittsbericht2014.pdf).



États-Unis, l'OTAN a pour sa part promis d'affecter 4'000 soldates et soldats à la mission. Le plan des opérations a été approuvé le 25 juin 2014 par le Ministre des affaires étrangères de l'OTAN.<sup>27</sup>

**Forces de sécurité afghanes.** En mars 2014, les forces de sécurité afghanes rassemblaient au total 340'632 personnes, soit 97,4 pourcent de la taille visée, effectif auquel s'ajoutent 26'632 membres de la Police locale afghane (PLA).<sup>28</sup> Comme les ANSF ont entre-temps repris l'entière responsabilité de la sécurité dans pratiquement tout le pays, ce sont elles qui supportent aussi presque toutes les pertes: près des trois quarts des attentats des groupements antigouvernementaux les prennent pour cible. Rien que durant les quatre premiers mois de 2014, 1048 membres des ANSF ont perdu la vie.<sup>29</sup> Durant l'été 2014, on ne sait pas encore si les forces de sécurité afghanes seront en mesure de s'affirmer contre les groupements antigouvernementaux sans le soutien international. Les structures de commandement et de contrôle, l'appui de feu air-sol, la logistique, l'évacuation médicale, le renseignement, les engins guidés de défense, ainsi que le financement des ANSF, constituent autant de défis.<sup>30</sup> D'après Antonio Giustozzi, expert de l'Afghanistan, la logistique représente bien la plus grande faiblesse de l'armée afghane (ANA), car elle pourrait contraindre le gouvernement afghan à se reposer encore davantage sur les forces de sécurité irrégulières. L'ANA a été formée pour combattre avec un fort soutien aérien. Compte tenu du retrait progressif des troupes, cela constitue un autre point faible, car l'armée de l'air afghane n'en est qu'au stade initial de son développement. À côté des tensions internes ethniques et politiques, la consolidation des ANSF est surtout entravée par l'ingérence de l'élite politique dans les structures de commandement.<sup>31</sup> Mais le taux de sortie et de désertion toujours élevé, le faible niveau de formation des recrues et l'infiltration par les groupements antigouvernementaux sont aussi responsables de la lenteur du développement des ANSF.<sup>32</sup> La police (PNA) en particulier passe pour corrompue et inspire peu confiance à la population afghane.<sup>33</sup>

L'intervention de la **Police locale afghane (PLA)** créée sur la pression des États-Unis est saluée dans la plupart des communes, en particulier quand la PLA est composée de membres locaux. Mais l'*UNAMA* a enregistré en 2013 une augmentation fulgurante des violations des droits humains de la part de la PLA (plus 256 pourcent), dont des exécutions, des tortures, des viols (même d'enfants), des mauvais traitements, des enlèvements, des menaces et des affaires de chantage. Ces

<sup>27</sup> CRS, le 11 juillet 2014, p. 23. Tagesschau.de, Fast 10'000 Soldaten sollen bleiben, le 28 mai 2014.

<sup>28</sup> USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 2. La décision prise à Chicago de réduire à nouveau les ANSF à 228'500 membres d'ici 2017 a été révoquée le 21 février 2013 à cause des conditions de sécurité précaires en Afghanistan. Leur financement pose toujours un problème quasi insoluble. CRS, le 11 juillet 2014, p. 28–29.

<sup>29</sup> Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 15–16; Antonio Giustozzi / Peter Quentin, The Afghan National Army: Sustainability Challenges beyond Financial Aspects, Afghanistan Research and Evaluation Unit, février 2014, p. 3: [www.areu.org.af/Uploads/EditionPdfs/ANA%20Issues%20Paper.pdf](http://www.areu.org.af/Uploads/EditionPdfs/ANA%20Issues%20Paper.pdf).

<sup>30</sup> Giustozzi / Quentin, The Afghan National Army, février 2014, p. 3, 6, 42; USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 1–2, 9, 23–26. (Pour des indications plus détaillées, voir aussi p. 27–70); CRS, le 11 juillet 2014, p. 27; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 17.

<sup>31</sup> Giustozzi / Quentin, p. 1–2, 14–37, 30–37, 42; CRS, le 11 juillet 2014, p. 31–32.

<sup>32</sup> Giustozzi / Quentin, p. 1–4, 6–10; USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 1–2, 9. Comme chaque année, environ 35 % des membres des ANSF ne se réinscrivent pas pour le service, il faut recruter à nouveau un tiers des forces. CRS, le 11 juillet 2014, p. 27, 30.

<sup>33</sup> CRS, le 11 juillet 2014, p. 32; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 72.

abus ont encore augmenté durant le second semestre 2014.<sup>34</sup> Les mécanismes permettant d'assurer un contrôle effectif font toujours défaut. La surveillance de la PLA par le Ministère de l'Intérieur s'est certes améliorée, mais la plupart des criminels restent impunis.<sup>35</sup> D'après l'UNAMA, les fautes parfois graves commises aussi bien par les forces de sécurité afghanes que par les membres des milices progouvernementales sapent la légitimité du gouvernement dans les régions concernées et créent des sympathies pour les Talibans.<sup>36</sup>

**Talibans.** La direction des Talibans opère toujours à partir du Pakistan. Le mollah Omar aurait joué un rôle central dans l'échange de prisonniers de mai 2014. C'est généralement interprété comme un indice que les Talibans de la Quetta Shura rassemblés autour du mollah Omar pourraient être relativement ouverts aux négociations. La deuxième fraction de Talibans, la Peshawar-Shura, passe pour plus jeune, plus inflexible et intransigeante.<sup>37</sup> Ces différentes positions par rapport aux négociations se manifestent également à travers les différentes attitudes par rapport aux élections. En 2013, les Talibans ont pourtant réussi à consolider largement leur influence, surtout dans les régions rurales, et à utiliser les mois d'hiver pour réorganiser et régénérer le mouvement dans tout le pays.<sup>38</sup> Au printemps 2014, ils ont prouvé qu'ils sont déjà en mesure d'orchestrer des attentats très complexes et bien coordonnés à une fréquence de plus en plus grande, même dans les secteurs hautement sécurisés de la capitale. Le 8 mai 2014, les Talibans ont annoncé leur offensive de printemps sous le nom de «*Khaibar*» et déclaré leur intention de cibler entre autres les hauts fonctionnaires, les Parlementaires, les membres des forces de sécurité et les personnes actives dans le domaine judiciaire.<sup>39</sup>

Les Talibans représentent toujours un potentiel de menace considérable, en particulier dans les régions limitrophes à l'Est du pays et dans les fiefs du mouvement au Sud. Depuis le premier tour des élections en avril 2014, ils se battent aussi avec succès pour étendre leur zone d'influence au Nord du pays. Dans la province de Kunduz, les Talibans ont réussi à contrôler presque entièrement plusieurs districts. Dans la province de Faryab, ils se battent aussi pour des points stratégiques importants qui leur permettent de relier leurs fronts à l'Ouest, au Sud et au Nord de la province le long de la frontière turkmène.<sup>40</sup> Certes, les ANSF parviennent sans

<sup>34</sup> CRS, le 11 juillet 2014, p. 33; UNAMA, Annual Report 2013, p. 9–10, 50–58; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 6, 40–42, 46–48. La plupart des incidents se sont produits dans les provinces de Faryab, Kunduz, Nangarhar et Uruzgan. Quelques membres de la PLA ont en outre débordé de leurs prérogatives, en entreprenant des perquisitions de domicile, des arrestations et des interrogatoires illégaux.

<sup>35</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 9; UNAMA, Annual Report 2013, p. 9–10, 50–58; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 40–42, 46–48. Human Rights Watch, World Report 2014, le 21 janvier 2014. UNAMA a observé que les autorités de district aussi bien que celles de province ont omis d'enquêter sur des cas, de poursuivre et de punir les auteurs des crimes et ce, même quand les criminels étaient connus de la population et des services de sécurité. Beaucoup de ces criminels occupent toujours des postes à responsabilité où ils peuvent commettre des abus.

<sup>36</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 53; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 49.

<sup>37</sup> CRS, le 11 juillet 2014, p. 13–14. Ces dernières années, le mollah Omar a perdu beaucoup de ses plus proches compagnons morts au combat ou faits prisonniers. La libération de quelques combattants talibans de haut rang par le Pakistan en automne 2013 a permis à la direction du mouvement de resserrer les rangs autour du mollah Omar.

<sup>38</sup> USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 3, 10, 12–13; CRS, le 11 juillet 2014, p. 13.

<sup>39</sup> Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 15; USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 3, 10, 12–13; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 20.

<sup>40</sup> USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 3, 10, 12–13; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 15; Afghanistan Analysts Network (AAN), Taleban Closing in on the City: The next round of the tug-of-war over Kunduz, le 2 septembre 2014, p. 1–2: www.afghanistan-

cesse à reconquérir des territoires. Mais ces dernières années ont montré qu'elles les reperdaient ensuite rapidement.<sup>41</sup> Les conquêtes territoriales au Nord du pays sont semble-t-il dues à un afflux de combattants et d'armes en provenance du Pakistan, aux tensions entre les acteurs impliqués dans les élections et au soutien croissant de la population locale. Le fait que des potentats locaux et la PLA se disputent le contrôle de certains territoires au Nord du pays, au détriment de la population civile, joue de surcroît en faveur des Talibans.<sup>42</sup> Le Ministère de la Défense américain avertit que certains hauts fonctionnaires, potentats locaux et segments de la population afghane se tourneront vers les Talibans.<sup>43</sup> Entre-temps, des membres de l'État Islamique (EI) se battraient aussi aux côtés des Talibans.<sup>44</sup> D'autres événements indiquent en outre qu'avec le retrait progressif de la FIAS, les ANSF auront de la peine à tenir en échec les groupements antigouvernementaux. Au printemps 2013, quelques unités des ANSF ont déjà commencé à conclure des accords de cessez-le-feu avec les Talibans sur le plan local dans des régions instables.<sup>45</sup>

Les Talibans utilisent la faiblesse du gouvernement afghan, notamment la corruption très répandue et la faible présence du gouvernement dans les régions rurales, pour instituer leurs propres tribunaux et pour percevoir l'*Ushr* et le *Zakhat* (deux impôts islamiques). Ils sont désormais capables d'exercer leur contrôle sur de vastes contrées, ainsi que dans les régions où ils ne jouissaient auparavant que d'une influence marginale.<sup>46</sup>

**Al Qaïda.** À cause des opérations anti-terroristes de la FIAS et des ANSF, l'influence d'Al Qaïda en Afghanistan reste confinée à des territoires isolés au Nord-est du pays, avec un accès à d'autres parties du pays limité à certaines saisons. Il est inquiétant de constater qu'Al Qaïda a malgré tout réussi à intensifier la collaboration et la coordination avec d'autres organisations comme le réseau Haqqani, *Tehrik-e Taliban Pakistan* et *Lashkar-e Taiba*.<sup>47</sup>

**Seigneurs de la guerre et milices locaux.** Avec leur soif de pouvoir personnel, les milices et seigneurs de la guerre locaux figurent toujours au nombre des agita-

---

analysts.org/the-next-round-of-the-tug-of-war-over-kunduz/; Afghanistan Analysts Network (AAN), Security Forces Spread Thin: An update from contested Faryab Province, le 11 juin 2014, p. 1–2, 4: [www.afghanistan-analysts.org/security-forces-spread-thin-an-update-from-contested-faryab-province/](http://www.afghanistan-analysts.org/security-forces-spread-thin-an-update-from-contested-faryab-province/). Die Welt, Taliban hissen Flagge auf früherem deutschen Camp, le 28 août 2014: [www.welt.de/politik/ausland/article131670255/Taliban-hissen-Flagge-auf-frueherem-deutschen-Camp.html](http://www.welt.de/politik/ausland/article131670255/Taliban-hissen-Flagge-auf-frueherem-deutschen-Camp.html). Compte tenu de leur infériorité numérique et militaire, les ANSF se sont parfois même retirées sans combattre, laissant le champ libre aux Talibans. À Faryab, l'effectif des ANSF, ainsi que celui de la PLA, ont préalablement été réduits, car les forces de sécurité sont aussi de plus en plus appelées à intervenir dans d'autres parties du pays.

<sup>41</sup> AAN, Security Forces Spread Thin, le 11 juin 2014, p. 2; AAN, Taleban Closing on the City, le 2 septembre 2014, p. 1, 3, 4. Dans bien des cas, il faudrait pouvoir compter sur un soutien aérien que le Président Karzaï avait interdit.

<sup>42</sup> AAN, Security Forces Spread Thin, le 11 juin 2014, p. 3; AAN, Taleban Closing in on the City, le 2 septembre 2014, p. 1–2.

<sup>43</sup> USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 3, 10, 12–13.

<sup>44</sup> Die Welt, IS hisst die schwarzen Flaggen in Afghanistan, le 27 septembre 2014: [www.welt.de/politik/ausland/article132688396/IS-hisst-die-schwarzen-Flaggen-in-Afghanistan.html](http://www.welt.de/politik/ausland/article132688396/IS-hisst-die-schwarzen-Flaggen-in-Afghanistan.html).

<sup>45</sup> Giustozzi / Quentin, p. 1–4; USDOD, Progress Toward Security, avril 2014, p. 3, 10, 12–13; CRS, le 11 juillet 2014, p. 24.

<sup>46</sup> AAN, Security Forces Spread Thin, le 11 juin 2014, p. 2, 5; AAN, Taleban Closing in on the City, le 2 septembre 2014, p. 3, 5–6, 8, 10; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 13, 76.

<sup>47</sup> USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 3, 12. Selon d'autres indications, Al Qaïda s'emploierait à resserrer à nouveau ses rangs en Afghanistan, en recrutant des combattants expérimentés d'autres États. Son chef de file serait Farouq al-Qahtani. La Voix de la Russie, Al Qaïda planifie son retour en Afghanistan, le 2 mars 2014: [http://german.ruvr.ru/news/2014\\_03\\_01/Al-Qaida-plant-Comeback-in-Afghanistan-0225/](http://german.ruvr.ru/news/2014_03_01/Al-Qaida-plant-Comeback-in-Afghanistan-0225/); CRS, le 11 juillet 2014, p. 14.

teurs.<sup>48</sup> L'UNAMA relève une augmentation des attaques et des abus commis en toute impunité par des groupements armés progouvernementaux durant les six premiers mois de 2014. Les conditions de sécurité précaires créent en outre un terreau favorable au renforcement des milices et de leur capacité de combat. Cette tendance se manifeste en particulier au Nord du pays. Des experts partent du principe que, compte tenu du retrait progressif des forces de combat internationales, les milices vont se réorganiser pour empêcher une prise du pouvoir par les Talibans.<sup>49</sup>

**Sécurité et trafic de drogues.** D'après l'*UN Office on Drugs and Crime*, la surface affectée en 2013 à la culture d'opium a augmenté de plus d'un tiers (plus 36 pourcent) en Afghanistan par rapport à l'année précédente, dépassant ainsi le niveau record de 1997. Tandis que la production d'opium a augmenté de 49 pourcent, le prix de cette drogue a chuté de 12 pourcent. Le nombre de provinces sans drogue a reculé de 17 à 15 en 2013.<sup>50</sup> Le trafic de stupéfiants continue à jouer un rôle important dans le financement des groupements antigouvernementaux et contribue pour beaucoup à la corruption et à la déstabilisation du pays. Les groupements antigouvernementaux et les trafiquants de drogues sont surtout très actifs à l'Ouest du pays. Les réseaux du crime organisé sont connus à Badghis, Farah et Nimroz.<sup>51</sup>

**Est et Sud.** D'après le rapport du gouvernement fédéral allemand, les conditions de sécurité sont considérées comme «principalement incontrôlables», en particulier dans les régions pachtounes à l'Est et au Sud du pays, et même comme «incontrôlables» dans quelques districts.<sup>52</sup> La plupart des meurtres ciblés se produisent d'ailleurs dans cette région. C'est dans les provinces de Kandahar et Helmand que des engins explosifs improvisés ont fait le plus de victimes parmi la population civile, suivies par Khost, Ghazni et Nangarhar. Au Sud, le nombre de victimes au sein de la population civile a triplé en 2013.<sup>53</sup> Le 15 juillet 2014, l'attentat le plus meurtrier de l'année a fait au moins 89 morts au marché d'Orgun, dans la province de Paktika. En juin, des membres des Talibans ont pris le contrôle des régions de Barezai et Bostani (district de Sangin, province du Helmand).<sup>54</sup>

**Nord.** La statistique de la FIAS atteste une forte augmentation du nombre d'attentats perpétrés au Nord de l'Afghanistan en 2013 par rapport à l'année précédente, ce qui a entraîné une dégradation dramatique des conditions de sécurité dans cette zone. Sur le plan local, les ANSF sont plus ou moins fortement mises au

<sup>48</sup> Telepolis, Natoeinsatz in Afghanistan: «Konflikt verschlimmert», le 11 avril 2014, [www.heise.de/tp/artikel/41/41477/1.html](http://www.heise.de/tp/artikel/41/41477/1.html).

<sup>49</sup> UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 46; Koser / Marsden, p. 7; CRS, le 11 juillet 2014, p. 24–25.

<sup>50</sup> Au Nord, Faryab et Balkh ont perdu leur statut de provinces sans drogue en 2013. UN Office on Drugs and Crime (UNODC), Afghanistan Opium Survey 2013, novembre 2013, p. 4–6, 10, 16–15, 18, 20, 25; [www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghan\\_report\\_Summary\\_Findings\\_2013.pdf](http://www.unodc.org/documents/crop-monitoring/Afghanistan/Afghan_report_Summary_Findings_2013.pdf); UN Office on Drugs and Crime (UNODC), World Drug Report 2014, juin 2014, p. v, x, 21, 23; [www.unodc.org/documents/wdr2014/World\\_Drug\\_Report\\_2014\\_web.pdf](http://www.unodc.org/documents/wdr2014/World_Drug_Report_2014_web.pdf).

<sup>51</sup> USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 81; CRS, le 11 juillet 2014, p. 18; UN Office on Drugs and Crime (UNODC), Afghanistan Opium Survey 2013, novembre 2013, p. 25. Le nombre d'opérations menées par la police antidrogues (*Counternarcotics Police of Afghanistan, CNP-A*) a reculé en 2013 / 2014, car en raison du retrait progressif de ses troupes, la FIAS ne pouvait plus y participer que dans une moindre mesure. USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 81.

<sup>52</sup> Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 16.

<sup>53</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 17, 24, 39.

<sup>54</sup> NZZ, Blutbad auf Markt in Afghanistan, le 16 juillet 2014, p. 2; Zeit, Taliban setzten sich offenbar in Teilen Südafghanistans fest, le 29 juin 2014: [www.zeit.de/news/2014-06/29/afghanistan-konflikte-extremismus-taliban-setzten-sich-offenbar-in-teilen-suedafghanistans-fest-29144203](http://www.zeit.de/news/2014-06/29/afghanistan-konflikte-extremismus-taliban-setzten-sich-offenbar-in-teilen-suedafghanistans-fest-29144203).

défi. Les groupements antigouvernementaux, les potentats locaux et les forces du crime organisé restent étroitement intriqués.<sup>55</sup>

**Ouest.** Dans les provinces ouest aussi, on note une augmentation des attentats. Dans certains districts de la province de Faryab, les conditions de sécurité passent pour «principalement incontrôlables». Le 13 septembre 2013, le consulat américain à Herat a été la cible d'un attentat. Un véhicule du consulat américain a été attaqué à Herat le 28 mai 2014. À peine cinq jours plus tôt, un attentat visait l'ambassade indienne à Herat. De nombreux collaborateurs de diverses œuvres d'entraide ont en outre été enlevés et parfois assassinés à Herat.<sup>56</sup>

**Kaboul et le centre.** En 2014, les Talibans n'ont cessé de démontrer qu'ils sont en mesure d'orchestrer des attentats complexes, même dans les zones les mieux sécurisées de la capitale. Le 17 janvier 2014, ils ont par exemple commis un attentat contre un restaurant libanais réputé et le 20 mars 2014 contre l'hôtel Serena. Depuis le premier tour des élections, les Talibans ont intensifié leurs attaques. Le 17 juillet 2014, ils ont attaqué l'aéroport international où se trouve notamment une base de l'OTAN. Durant la nuit du 4 juillet 2014, ils ont bouté le feu à des dizaines de camions-citernes en périphérie de la capitale.<sup>57</sup>

**Puissances régionales.** La relation de l'Afghanistan à ses États voisins revêtira encore plus d'importance avec le retrait imminent des troupes internationales. En particulier le rôle controversé que le Pakistan endosse dans le conflit empêche un rapprochement des deux États axé sur une solution. En 2013 et en 2014 non plus, le Pakistan n'a pas pris de mesures significatives pour lutter contre les groupements antigouvernementaux sur sol pakistanais ou pour empêcher la production ou le transport d'engins explosifs improvisés en Afghanistan. Le fait que des groupements antigouvernementaux afghans comme les Talibans ou le réseau Haqqani disposent de bases sûres au Pakistan représente à long terme une menace pour la stabilité en Afghanistan.<sup>58</sup>

**Perspective.** Alors que les groupements antigouvernementaux sont désormais actifs dans toutes les parties du pays et étendent leur influence à un nombre croissant de districts, l'élite afghane à Kaboul se dispute la répartition du pouvoir.<sup>59</sup> Il est très clairement apparu qu'une escalade de violence ou à un effondrement des forces de

<sup>55</sup> Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 16.

<sup>56</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 22; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 16; Zeit, *Attacke auf US-Diplomatenfahrzeug in Afghanistan*, le 28 mai 2014, [www.zeit.de/news/2014-05/28/afghanistan-usa-diplomatie-gewalt-attacke-auf-us-diplomatenfahrzeug-in-afghanistan-28090205](http://www.zeit.de/news/2014-05/28/afghanistan-usa-diplomatie-gewalt-attacke-auf-us-diplomatenfahrzeug-in-afghanistan-28090205); Kleine Zeitung, *Minenräumer bei Angriffen in Afghanistan getötet*, le 10 juillet 2014: [www.kleinezeitung.at/nachrichten/politik/3682184/minenraeumer-bei-angriff-afghanistan-getoetet.story](http://www.kleinezeitung.at/nachrichten/politik/3682184/minenraeumer-bei-angriff-afghanistan-getoetet.story); NZZ, *Fünf Mitarbeiter des Roten Kreuzes entführt*, le 16 août 2014: [www.nzz.ch/aktuell/startseite/fuenf-mitarbeiter-des-roten-kreuzes-in-afghanistan-entfuehrt-1.18364478](http://www.nzz.ch/aktuell/startseite/fuenf-mitarbeiter-des-roten-kreuzes-in-afghanistan-entfuehrt-1.18364478); Vaticanhistory, *toujours pas de trace des Jésuites enlevés*, le 4 août 2014: [www.vaticanhistory.de/wordpress/?p=9428](http://www.vaticanhistory.de/wordpress/?p=9428).

<sup>57</sup> UNAMA, *Mid-year Report 2014*, p. 22; CRS, le 11 juillet 2014, 50. En juin 2014, le gouvernement allemand qualifie la situation à Kaboul comme étant encore «en grande partie contrôlable». Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 16; Zeit, *Taliban stürmen Flughafen in Kabul*, le 17 juillet 2014: [www.zeit.de/politik/ausland/2014-07/kabul-flughafen-angriff](http://www.zeit.de/politik/ausland/2014-07/kabul-flughafen-angriff); Zeit, *Taliban setzen in Afghanistan dutzende Tanklastzüge in Brand*, le 5 juillet 2014: [www.zeit.de/news/2014-07/05/afghanistan-taliban-setzen-in-afghanistan-dutzende-tanklastzuege-in-brand-05095803](http://www.zeit.de/news/2014-07/05/afghanistan-taliban-setzen-in-afghanistan-dutzende-tanklastzuege-in-brand-05095803).

<sup>58</sup> USDOD, *Report to Congress*, avril 2014, p. 4, 99; CRS, le 11 juillet 2014, p. 44–46.

<sup>59</sup> NZZ, *Den Nato-Gipfel verpasst*, le 4 septembre 2014: [www.nzz.ch/international/den-nato-gipfel-verpasst-1.18377406](http://www.nzz.ch/international/den-nato-gipfel-verpasst-1.18377406).

sécurité afghanes le long des lignes ethniques sont des scénarios qui pourraient se produire très rapidement. Les scénarios possibles vont d'une division du pays à une guerre civile.<sup>60</sup> Sans compter qu'avec la dégradation des conditions de sécurité, des voix se sont à nouveau fait entendre pour approuver l'intervention des troupes de combat au-delà de 2014. La population afghane qui n'avait plus déploré autant de victimes sous les feux croisés des différents fronts depuis 2001 en subira une fois de plus les conséquences.<sup>61</sup>

## 4 Constitution et système judiciaire

L'absence d'État de droit, la corruption très répandue et le climat d'impunité qui prédomine restent les défis majeurs dans le secteur judiciaire. Les poursuites du gouvernement afghan contre les fonctionnaires coupables d'infractions ne sont ni efficaces, ni cohérentes. D'après *Integrity Watch*, c'est dans le secteur judiciaire que sont versés les plus gros pots-de-vin.<sup>62</sup> Le système judiciaire afghan est toujours sous-financé, inefficace et en manque de personnel au bénéfice d'une formation adéquate. La corruption à large échelle, les menaces et la prise d'influence politique entravent lourdement l'indépendance des juges. Sans compter que ces derniers ne disposent pour la plupart que d'une formation minimale et fondent leurs jugements sur un mélange de droit codifié, de charia, d'usages locaux et de lois tribales. La Cour suprême est essentiellement composée d'érudits religieux qui n'ont que de maigres connaissances en matière de jurisprudence civile. Les forces conservatrices du pays tiennent en outre à imposer une interprétation islamiste de la Constitution afghane. D'après *Amnesty International*, les procès ne satisfont toujours en aucune façon aux normes internationales d'équité des procès. En particulier dans les régions rurales, le système judiciaire est relativement peu développé et manque de juges, ce qui contraint environ 80 pourcent de la population de ces régions à recourir à des mécanismes d'arbitrage traditionnels aussi bien pour les affaires civiles que criminelles. Celles-ci prononcent parfois des types de peine non cautionnés, ne respectent pas toujours les droits constitutionnels et ont souvent des répercussions négatives sur les femmes et les minorités.<sup>63</sup>

D'après l'*US Department of State*, les arrestations arbitraires sont répandues dans la plupart des provinces d'Afghanistan. De nombreuses personnes sont arrêtées, sans être informées des droits fondamentaux de la procédure. Les jugements se font longuement attendre, ce qui amène la population à considérer le système judi-

<sup>60</sup> NZZ, Afghanistans Taliban: Weiterhin stark, aber nicht stark genug, le 23 juin 2014.

<sup>61</sup> Deutsche Welle, Abkommen weiter ohne Unterschrift, le 1er septembre 2014: [www.dw.de/abkommen-weiter-ohne-unterschrift/a-17893221](http://www.dw.de/abkommen-weiter-ohne-unterschrift/a-17893221); Deutsche Welle, Kommentar: Ein kriegerisches Jahrhundert, le 14 septembre 2014: [www.dw.de/kommentar-ein-kriegerisches-jahrhundert/a-17919049](http://www.dw.de/kommentar-ein-kriegerisches-jahrhundert/a-17919049); UNAMA, Mid-year Report 2014, juillet 2014, p. 1.

<sup>62</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 1, 29; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 9; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 76.

<sup>63</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 13–15, 41; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 13. Les femmes n'ont qu'un accès limité, voire pas accès du tout, aux mécanismes traditionnels de conciliation. Ces derniers tendent à réconcilier les parties et non à imposer le droit des individus. Amnesty International, Public Statement Afghanistan Human Rights Review: Put human rights into law, policy and practice, le 3 juillet 2014: [www.amnesty.org/fr/library/asset/ASA11/005/2014/en/135b1063-af96-42ae-b73a-f9043a5b8fb4/asa110052014en.pdf](http://www.amnesty.org/fr/library/asset/ASA11/005/2014/en/135b1063-af96-42ae-b73a-f9043a5b8fb4/asa110052014en.pdf); Deutsche Welle, Afghanistans dehnbare Verfassung, le 26 janvier 2014: [www.dw.de/afghanistans-dehnbare-verfassung/a-17383428](http://www.dw.de/afghanistans-dehnbare-verfassung/a-17383428).

ciaire afghan comme inefficace.<sup>64</sup> D'après *Human Rights Watch*, aucun signe n'indique une réduction significative de l'usage de la torture et des mauvais traitements en cours de détention. Tout au long de l'année, des rapports ont relevé l'impunité officielle et l'absence de responsabilisation.<sup>65</sup>

**Coresponsabilité familiale.** Les autorités continuent à arrêter des proches des personnes soupçonnées d'un crime. Y compris des femmes et des enfants.<sup>66</sup>

**Justice des Talibans.** Les Talibans utilisent toujours leur propre système judiciaire paraétatique dans les régions placées sous leur contrôle. Leur jurisprudence se base sur une interprétation extrêmement stricte de la charia. Les peines qu'ils infligent comprennent même des exécutions, des mutilations et des flagellations.<sup>67</sup> Pourtant, la population rurale en particulier recourt de plus en plus à la justice des Talibans à même de prononcer et d'appliquer des jugements selon une procédure simple, rapide et efficace. La justice des Talibans a en outre la réputation de ne pas être corrompue.<sup>68</sup>

**Peine de mort.** Malgré de sérieuses réserves au sujet de la loyauté des procès, la peine de mort est toujours en vigueur en Afghanistan. Au moins 51 personnes ont été exécutées sous le président Hamid Karzai. Environ 300 personnes se trouveraient dans les couloirs de la mort. Le 3 juillet 2014, *Amnesty International* a de nouveau appelé l'Afghanistan à déclarer immédiatement un moratoire sur les exécutions.<sup>69</sup>

**Conditions de détention.** D'après l'*US Department of State*, les conditions qui règnent dans les établissements pénitentiaires constituent parfois une menace pour la vie des détenus. Des gardiens auraient commis des viols et des mauvais traitements. Les conditions de détention sont toujours en-deçà des normes internationales. Il n'y a pas assez d'installations sanitaires, de nourriture, d'eau potable et de couvertures. Les personnes placées en détention préventive et les détenus condamnés ne sont pas séparés. Aussi bien l'*UNAMA* que l'organisation afghane de défense des droits humains (*AIHRC*) se sont vu à plusieurs reprises refuser l'accès à des détenus du service secret afghan (*NDS*) ou ont du moins dû différer leurs visites. Plusieurs indices suggèrent l'existence de prisons secrètes et non déclarées.<sup>70</sup>

**Bagram.** Malgré les protestations de l'OTAN et des États-Unis, le Président Hamid Karzai a annoncé le 9 janvier 2014 la libération de 72 des 88 détenus classés

<sup>64</sup> USDOS, *Human Rights Practices* 2013, le 27 février 2014, p. 1, 8–10, 11–12; USDOD, *Report to Congress*, avril 2014, p. 71.

<sup>65</sup> *Human Rights Watch*, *World Report 2014*, le 21 janvier 2014; USDOS, *Human Rights Practices* 2013, le 27 février 2014, p. 1, 8–9. D'après l'*US Department of State*, le gouvernement afghan ou ses fonctionnaires ont commis des exécutions arbitraires et illicites. Des prisonniers ont été tués et/ou maltraités; ils ont notamment été fouettés, exposés à un froid extrême et privés de nourriture.

<sup>66</sup> USDOS, *Human Rights Practices* 2013, le 27 février 2014, p. 39.

<sup>67</sup> USDOS, *Human Rights Practices* 2013, le 27 février 2014, p. 14.

<sup>68</sup> USDOD, *Report to Congress*, avril 2014, p. 76; UNAMA, *Annual Report* 2013, p. 27. Il arrive que des groupements hostiles au gouvernement infligent des peines à des civils en vertu de la charia ou pour motif «d'espionnage». En 2013, l'*UNAMA* a documenté 23 cas de ce type.

<sup>69</sup> *Amnesty International*, *Public Statement*, le 3 juillet 2014; *Amnesty International*, *Too many missed opportunities: Human rights in Afghanistan under the Karzai administration*, le 4 avril 2014, p. 7: [www.amnesty.org/ar/library/asset/ASA11/004/2014/en/709a2ef2-028c-47d9-9898-d035c6819017/asa110042014en.pdf](http://www.amnesty.org/ar/library/asset/ASA11/004/2014/en/709a2ef2-028c-47d9-9898-d035c6819017/asa110042014en.pdf).

<sup>70</sup> USDOS, *Human Rights Practices* 2013, le 27 février 2014, p. 5–8.

comme dangereux par les États-Unis, dont des chefs talibans. Selon des représentants du gouvernement afghan, des détenus libérés l'année précédente à l'Est de l'Afghanistan auraient à nouveau rejoint les rangs des Talibans. La prison de Bagram est tristement connue, parce que des prisonniers y sont maltraités et torturés par le *NDS* et la CIA. On ignore combien de personnes y sont encore retenues prisonnières.<sup>71</sup> En mai 2014, les États-Unis ont libéré 12 détenus étrangers de la prison militaire controversée. Trente-huit autres étrangers y croupissent toujours.<sup>72</sup>

## 5 Droits de l'homme: profils de risque

Le climat d'impunité qui prédomine, la corruption très répandue, l'absence d'État de droit et les conditions de sécurité précaires qui règnent dans de nombreuses parties du pays minent toujours la capacité de protection de l'État afghan.<sup>73</sup> Selon *Human Rights Watch*, le respect des droits de l'homme a encore reculé en Afghanistan en 2013/14, ce qui se manifeste en particulier par la tentative de restreindre les droits des femmes, par les mouvements de population à l'intérieur du pays et par la baisse d'efficacité de la Commission indépendante des droits de l'homme en Afghanistan (*AIHRC*). Le Président Hamid Karzai a certes repourvu en 2013 tous les sièges vacants de l'*AIHRC*. Mais il n'a pas consulté la société civile, comme l'exigent les principes de Paris.<sup>74</sup>

Les groupes de personnes suivants comptent parmi les gens spécialement menacés, aussi en 2014, par les acteurs étatiques, non étatiques et internationaux:

**Les femmes.** La violence et la discrimination vis-à-vis des femmes et des filles sont profondément enracinées dans tous les domaines de la vie de la société afghane. Rien qu'entre octobre 2012 et septembre 2013, *AIHRC* a documenté 6823 cas de violence contre des femmes émanant semble-t-il du mari dans plus de 70 pourcent des cas. Or, seulement 11.5 pourcent des cas ont fait l'objet d'une enquête.<sup>75</sup> À côté de la violence domestique, on note aussi une augmentation des pratiques traditionnelles telles que mariages forcés et mariages d'enfants, «meurtres pour l'honneur»,

<sup>71</sup> USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 76–78; NZZ, Umstrittene Freilassungen in Afghanistan: Karzai reizt die USA weiter, le 11 janvier 2014: [www.nzz.ch/aktuell/startseite/72-hochkaratige-taliban-koennen-bald-bagram-verlassen-1.18219067](http://www.nzz.ch/aktuell/startseite/72-hochkaratige-taliban-koennen-bald-bagram-verlassen-1.18219067); Taz, Karsai überstimmt Obama, le 13 janvier 2014: [www.taz.de/!130775/](http://www.taz.de/!130775/); N-24, Afghanistan will 72 Häftlinge freilassen, le 9 janvier 2014: [www.n24.de/n24/Nachrichten/Politik/d/4101406/afghanistan-will-72-haeflinge-freilassen.html](http://www.n24.de/n24/Nachrichten/Politik/d/4101406/afghanistan-will-72-haeflinge-freilassen.html); Der Standard, Afghanistan stoppt geplante Freilassung von Taliban-Kämpfern, le 5 janvier 2014: <http://derstandard.at/1388650102899/Afghanistan-stoppt-geplante-Freilassung-von-Taliban-Kaempfern>; Karzai a libéré de nombreux prisonniers depuis qu'il a repris le contrôle de la prison. Il espère amener ainsi les Talibans à la table des négociations.

<sup>72</sup> Zeit, USA entlassen zwölf Häftlinge aus Gefängnis in Afghanistan, le 13 juin 2014: [www.zeit.de/news/2014-06/13/afghanistan-usa-entlassen-zwoelf-haeflinge-aus-gefaengnis-in-Dieafghanistan-13043203](http://www.zeit.de/news/2014-06/13/afghanistan-usa-entlassen-zwoelf-haeflinge-aus-gefaengnis-in-Dieafghanistan-13043203).

<sup>73</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 1, 29; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 9; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 76.

<sup>74</sup> Human Rights Watch, World Report 2014, le 21 janvier 2014. Un membre nouvellement élu, Abdul Rah-man Hotak, s'est ouvertement exprimé contre le respect des droits humains et a critiqué la loi contre les violences visant les femmes (*EVAW*). Le Haut Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme a exprimé de sérieuses réserves quant au choix des membres de l'*AIHRC* et a appelé le gouvernement afghan à revoir son choix.

<sup>75</sup> Amnesty International, Too many missed opportunities, le 4 avril 2014, p. 2; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 13.



échange de femmes pour régler des litiges et cloisonnement à domicile.<sup>76</sup> Les femmes se voient en outre confrontées à de lourdes restrictions pour ce qui est de l'accès au travail ou de la participation politique. Celles qui exercent une fonction publique et contreviennent ainsi à l'image traditionnelle des rôles, par exemple les Parlementaires, les fonctionnaires, les journalistes, les avocates, les défenseuses des droits humains et des droits de la femme ou les enseignantes, font l'objet d'intimidations, de menaces et de meurtres ciblés de la part des éléments conservateurs de la société.<sup>77</sup> À cause des croyances religieuses et des valeurs traditionnelles, les femmes sont en outre lourdement préévaluées dans le système judiciaire et arrêtées par les autorités pour de soi-disant crimes «moraux» ou pour des raisons de «sécurité». Celles qui ont demandé de l'aide dans le cadre de la loi suite à un viol ont été soumises à un «test de virginité» et les viols dénoncés ont parfois été transformés en adultère. Elles sont de plus en plus nombreuses à s'immoler en désespoir de cause.<sup>78</sup>

Le gouvernement afghan se montre peu motivé à implanter la loi sur l'élimination de la violence contre les femmes (*EVAW*).<sup>79</sup> En 2013/14, il y a eu plusieurs tentatives de réprimer les droits durement acquis par les femmes. Citons notamment l'ébauche d'un nouveau code de procédure pénale, adoptée par le Parlement et donnée à signer au Président Hamid Karzai en février 2014. Ce code prévoit entre autres une interdiction de témoignage pour les membres de la famille qui aurait considérablement entravé les poursuites pénales pour violence domestique.<sup>80</sup> Il a en outre été question de la décision du Parlement de réduire les 25 pourcent des sièges réservés aux femmes ou de libérer au bout d'une année déjà les criminels qui ont maltraité et torturé la jeune Sahar Gul (15 ans).<sup>81</sup> Sans compter que le gouvernement afghan n'a pas réussi à appliquer un programme d'action visant à ce que la proportion de femmes dans l'administration publique soit portée à 30 fin 2013. Fin 2013, cette proportion serait même tombée encore plus bas qu'en 2012. L'*UNAMA* s'est en outre montrée profondément préoccupée par la forte hausse des femmes parmi les victimes civiles des opérations de guerre (plus 61 pourcent).<sup>82</sup>

**Enfants.** D'après les indications de plusieurs ONG, les abus d'enfants ont augmenté dans tout le pays en 2013 et en 2014. Les enfants sont souvent négligés, victimes

<sup>76</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 37, 39. Près de 70 % des unions seraient des mariages forcés. Dans de nombreux cas, les filles n'ont pas l'âge minimum prescrit par la loi (16 ans).

<sup>77</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 24, 28, 40–41, 93. La plupart des femmes parlementaires ont ainsi reçu des menaces ou se sont vu confrontées à des tentatives d'intimidation. La plupart sont d'avis que l'État ne peut ou ne veut pas les protéger. En août 2013, la Parlementaire Fariba Kakar a par exemple été enlevée, puis relâchée en échange de combattants talibans. Des policières signalent des abus sexuels de la part de leurs collègues et supérieurs masculins.

<sup>78</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 11–12, 34–35, 37, 39–42, 44; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 72.

<sup>79</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 12, 34–35, 39, 42, 44; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 72.

<sup>80</sup> USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 93; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 13–14. À cause de la forte pression de la société civile, le Président Karzai a renvoyé le projet de loi au Ministère de la Justice et signé le 24 février 2014 un décret comportant à la fois le droit de témoigner et un droit de récuser des témoins.

<sup>81</sup> Human Rights Watch, World Report 2014, le 21 janvier 2014. Sahar Gul a été condamnée à dix ans de prison parce qu'elle était maltraitée et torturée par son mari et sa famille.

<sup>82</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 12, 34–35, 39, 42, 44; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 72; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 3, 7. L'*UNAMA* a déjà enregistré une augmentation de 26 % en 2013. UNAMA, Annual Report 2013, p. 11, 38, 62.

d'abus physiques et sexuels ou de violence domestique, recrutés de force, contraints à travailler et à se marier. Environ 59 pourcent des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition ou de sous-alimentation. Le nombre d'enfants de la rue continue à augmenter. Jusqu'à 80 pourcent des enfants vivant dans les orphelinats ne seraient pas des orphelins, mais des enfants dont les parents n'arrivent pas à financer la nourriture, l'hébergement ou l'école.<sup>83</sup> D'après l'*AIHRC*, énormément d'enfants subissent des abus sexuels généralement commis par des hommes de leur entourage, surtout pour ce qui est des filles. Dans les régions où l'on cultive de la drogue, elles risquent d'être mariées contre leur gré pour régler les dettes familiales auprès de trafiquants de drogues. La pratique du «*bache bazi*» (des hommes puissants gardent des garçons quasiment réduits en esclavage) s'est encore répandue, non seulement dans les régions rurales conservatrices, mais aussi à Kaboul. Les coupables restent en général impunis. Des membres des forces de sécurité, en particulier du personnel de sécurité subordonné à la police, auraient en outre violé des enfants en toute impunité.<sup>84</sup>

Les recrutements d'enfants se sont poursuivis pratiquement dans tout le pays; ils sont le fait de groupements antigouvernementaux (67 pourcent) aussi bien que d'instances pro-gouvernementales (33 pourcent). Les premiers emploient des enfants pour les attentats-suicide, ainsi que pour placer des pièges et pour transporter des biens. D'après l'*UNAMA*, au moins 34 enfants ont été enlevés en 2013 par les groupements antigouvernementaux et parfois tués parce qu'ils étaient soupçonnés d'espionnage. Dans l'ensemble du pays, 196 enfants (tous des garçons) sont retenus dans des centres de redressement pour les jeunes, parce que le gouvernement les soupçonne de collaborer avec des groupements antigouvernementaux. Souvent, les enfants victimes de ces pratiques sont de surcroît traités comme des criminels dans le cadre de l'exécution des peines. La hausse dramatique du nombre d'enfants blessés ou tués sous le feu croisé des opérations de combat en 2013 comme en 2014 est en outre extrêmement préoccupante.<sup>85</sup>

**Collaborateurs d'organisations nationales et internationales.** D'après l'ONU, la situation en Afghanistan est de plus en plus dangereuse pour les collaborateurs des ONG. Au moins 73 collaborateurs d'ONG ont été tués, déportés ou blessés en 2013. Les démineurs, les chauffeurs de camion et les travailleurs de l'industrie routière figurent toujours parmi les cibles des groupements antigouvernementaux.<sup>86</sup>

**Le personnel des forces de sécurité étrangères.** Les personnes qui travaillent ou qui ont travaillé pour les troupes internationales sont menacées par les groupements

<sup>83</sup> UNDP, Human Development Report 2014, le 24 juillet 2014, p. 186; USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 44–45, 50. Ces enfants sont facilement victimes d'abus physiques, psychiques et sexuels ou de traite.

<sup>84</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 61; USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 44–45, 50.

<sup>85</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 59–61; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 3, 7, 52; Zeit, Behörden nehmen zehnjährige Afghanin unter Anschlagsverdacht fest, le 6 janvier 2014: [www.zeit.de/news/2014-01/06/afghanistan-behoerden-nehmen-zehnjaehrige-afghanin-unter-anschlagsverdacht-fest-06204205](http://www.zeit.de/news/2014-01/06/afghanistan-behoerden-nehmen-zehnjaehrige-afghanin-unter-anschlagsverdacht-fest-06204205); UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 3, 7, 52.

<sup>86</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 20, 37; USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 18; Reuters, la menace s'intensifie pour les organisations d'entraide en Afghanistan, le 1er décembre 2013: <http://de.reuters.com/article/worldNews/idDEBEE9B000G20131201>. Dix collaborateurs d'ONG ont perdu la vie et 33 ont été enlevés rien qu'en juin 2014. IOM Shelter Update, août 2014, p. 4: [www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/IOM-Shelter-Update-August-2014.pdf](http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/What-We-Do/docs/IOM-Shelter-Update-August-2014.pdf).

antigouvernementaux et risquent leur vie. C'est pourquoi l'Allemagne a promis de rapatrier sur son territoire beaucoup d'interprètes et de chauffeurs. Des dizaines d'Afghanes et d'Afghans ont déposé une demande d'asile à l'étranger.<sup>87</sup>

**Les journalistes.** Les attaques visant des journalistes ont encore augmenté en 2013; elles sont notamment orchestrées par le gouvernement et les ANSF.<sup>88</sup> Les journalistes qui consacrent des articles à l'impunité, aux crimes de guerre, à la corruption, au trafic de drogues, aux fonctionnaires ou aux potentats locaux sont exposés à des menaces, à des intimidations ou à des débordements de violence, non seulement de la part des autorités et des forces de sécurité afghanes, mais aussi de la part des potentats locaux, politiciens, conservateurs, guides spirituels et membres des groupements antigouvernementaux. À ce jour, le gouvernement afghan n'a pris pratiquement aucune mesure pour endiguer la montée de violence contre les journalistes et, dans la plupart des cas, il n'y a pas eu de poursuites. Sur le plan provincial, les médias sont soumis à de fortes contraintes; beaucoup sont entre les mains de potentats locaux. Le très conservateur conseil des Oulémas exerce aussi une influence considérable sur le paysage médiatique. L'autocensure est donc très répandue parmi les journalistes afghans.<sup>89</sup>

**Les personnes actives dans le domaine de la santé.** Les attaques visant le personnel de santé et les institutions sanitaires ont à nouveau augmenté en 2013/14. Rien qu'au cours du premier semestre 2014, l'UNAMA a enregistré douze attaques contre le personnel de santé et les hôpitaux. D'un côté, les groupements antigouvernementaux ont commis des attentats, de l'autre, l'UNAMA s'est montrée profondément préoccupée en juin 2014 par les perquisitions effectuées dans des institutions sanitaires. À cette occasion, les forces de sécurité afghanes auraient eu recours à la violence et le personnel de santé, ainsi que des patients, auraient subi tracasseries et intimidations. Des membres des ANSF auraient en outre utilisé des institutions sanitaires pour des opérations militaires.<sup>90</sup>

**Les fonctionnaires.** L'UNAMA dénonce des meurtres ciblés de fonctionnaires, de parlementaires, de collaborateurs du secteur judiciaire, ainsi que d'agents électoraux en 2013 comme au cours du premier semestre 2014. Rien que durant les six premiers mois de 2014, elle a enregistré environ 173 morts et 501 blessés parmi les gens qui avaient participé au processus électoral. Le 6 juin 2014, des membres des Talibans ont commis un attentat suicide dirigé contre le candidat à la présidence Abdullah Abdullah.<sup>91</sup>

<sup>87</sup> Koser / Marsden, p. 15; Tagesschau.de, Die Todesangst der Dolmetscher, le 31 janvier 2014: [www.tagesschau.de/ausland/afghanistan/afghanisches-tagebuch-update-uebersetzer102.html](http://www.tagesschau.de/ausland/afghanistan/afghanisches-tagebuch-update-uebersetzer102.html).

<sup>88</sup> Human Rights Watch, World Report 2014, le 21 janvier 2014. D'après *Nai Media Watch*, près de 70 % des attaques doivent pouvoir être imputées aux instances gouvernementales.

<sup>89</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 19, 20–22; US Department of State (USDOS), 2013 International Religious Freedom Report – Afghanistan, 28 juillet 2014, p. 4: [www.state.gov/documents/organization/222535.pdf](http://www.state.gov/documents/organization/222535.pdf); Deutsche Welle, Afghanistan: Journalisten im Kreuzfeuer, le 24 janvier 2014: [www.dw.de/afghanistan-journalisten-im-kreuzfeuer/a-17385492](http://www.dw.de/afghanistan-journalisten-im-kreuzfeuer/a-17385492).

<sup>90</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 12–13, 20, 62–63; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 43–45; USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 18.

<sup>91</sup> USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 76; USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 13; UNAMA, Annual Report 2013, p. 4, 18, 20, 30–31; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 4, 6, 17, 19–20, 22, 31, 53–56; SRF, Bombenanschlag auf Ex-Aussenminister in Kabul, le 6 juin 2014: [www.srf.ch/news/international/bombenanschlag-auf-ex-aussenminister-in-kabul](http://www.srf.ch/news/international/bombenanschlag-auf-ex-aussenminister-in-kabul).

**Les enseignants, les élèves.** L'*UNAMA* a enregistré en 2013 près de 62 attentats contre des instituts de formation, notamment des attaques ciblées, des menaces, des engins explosifs, des perquisitions, des opérations d'intimidation du corps enseignant et des étudiants, des écoles incendiées, ainsi que des sièges à des fins militaires et pour mener des opérations militaires tout près des écoles.<sup>92</sup>

**Le personnel de police et des forces de sécurité.** La plupart des attentats commis par des groupements antigouvernementaux visent entre-temps des membres des forces de sécurité afghanes, y compris le service secret (*NDS*); elles se concentrent sur des membres de la police et de la police locale (*PLA*).<sup>93</sup> 1387 membres des *ANSF* ont perdu la vie entre le 21 mars 2013 et le 20 mars 2014.<sup>94</sup> De plus en plus, des membres des forces de sécurité sont aussi victimes de meurtres ciblés en dehors de leurs heures de service.<sup>95</sup>

**Les membres des minorités ethniques / de la minorité chiite.** Les tensions ethniques sont profondément enracinées dans la société afghane et ont à nouveau débouché sur des conflits violents et des meurtres. Les Hazara qui appartiennent principalement à la minorité religieuse des Shi'a se voient quotidiennement confrontés à des discriminations telles que taxation illégale, recrutement forcé, travail forcé, abus physique et arrestations.<sup>96</sup>

**Guides spirituels modérés et chefs de tribus.** D'après l'*UNAMA*, les attaques visant des mollahs et des mosquées ont triplé en 2013 par rapport à l'année précédente. Les membres des groupements antigouvernementaux ont menacé ou assassiné de façon ciblée des guides spirituels, ainsi que des chefs de tribu ou des anciens favorables au gouvernement afghan ou à la Communauté internationale. Il en va de même pour les mollahs qui président aux funérailles des membres des forces de sécurité afghanes.<sup>97</sup>

**Les participants au Programme afghan pour la paix et la réintégration.** Les personnes qui s'engagent en Afghanistan pour le processus de paix, comme les membres du Haut conseil de paix, sont les cibles de groupements antigouvernementaux.<sup>98</sup>

**Les converties et les convertis.** La conversion est considérée comme apostasie, c'est-à-dire comme un crime contre l'islam, et punie de la peine de mort. La majorité de la population afghane est ouvertement hostile aux Afghans convertis.<sup>99</sup> Ceux qui

<sup>92</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 13, 20, 61–62. D'après l'*UNAMA*, des membres des forces de sécurité afghanes ont occupé à sept reprises entre 3 et 6 écoles.

<sup>93</sup> UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 13, 31, USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 12; UNAMA, Annual Report 2013, p. 42; AAN, Taliban Closing in on the City, le 2 septembre 2014, p. 4, 5, 9.

<sup>94</sup> Bundeswehr Journal, Schwere Verluste für afghanische Sicherheitskräfte, le 17 septembre 2014: [www.bundeswehr-journal.de/2014/schwere-verluste-fuer-afghanische-sicherheitskraefte/](http://www.bundeswehr-journal.de/2014/schwere-verluste-fuer-afghanische-sicherheitskraefte/); Human Rights Watch, World Report 2014, le 21 janvier 2014; UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 4.

<sup>95</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 4, 26. Même des parents des membres des *ANSF* sont pris pour cible.

<sup>96</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 47; USDOS, 2013 International Religious Freedom Report, le 28 juillet 2014, p. 1, 9–10.

<sup>97</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 4, 18, 20, 29; UNAMA, Mid-year-Report 2014, p. 4, 6, 17, 21, 22.

<sup>98</sup> UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 31; USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 28; NZZ, Anschlag auf Mitglied des afghanischen Friedensrates, le 21 juin 2014: [www.nzz.ch/newsticker/kabul-anschlag-auf-mitglied-des-afghanischen-friedensrat-1.18327366](http://www.nzz.ch/newsticker/kabul-anschlag-auf-mitglied-des-afghanischen-friedensrat-1.18327366).

<sup>99</sup> USDOS, 2013 International Religious Freedom Report, le 28 juillet 2014, p. 1, 3–4, 6, 10.

renoncent à l'islam pour le christianisme doivent s'attendre à des pressions massives et à des discriminations, voire à des attaques violentes de la part des membres de leur famille, de leurs amis ou de la communauté villageoise. En février 2014, les Talibans ont commis un attentat contre une *Guesthouse* qui servait aussi d'église chrétienne.<sup>100</sup>

**Les Hindous, les Sikhs et les adeptes de la foi Baha'i.** Les Hindous et les Sikhs subissent toujours des discriminations. Ils sont menacés ou attaqués pendant le déroulement de leurs cérémonies religieuses et ne peuvent pas incinérer leurs défunts comme leurs coutumes le prescrivent. Par crainte de représailles, ils n'exigent que rarement la restitution des propriétés foncières confisquées illégalement. En juillet 2013, des Sikhs se sont plaints de s'être fait confisquer illégalement des magasins, des propriétés et des maisons. Les adeptes de la foi Baha'i et les chrétiens ne professent pas publiquement leur foi, car ils craignent d'être discriminés, persécutés et arrêtés, voire assassinés. D'après l'*US Department of State*, le gouvernement afghan n'assume pas sa responsabilité de protéger les minorités religieuses contre les discriminations et les attaques.<sup>101</sup>

**Les homosexuels.** En Afghanistan, les homosexuels encourent la peine de mort. Comme les transsexuels, ils doivent s'attendre à être persécutés par leurs propres familles, par les membres de leur communauté et par les groupements antigouvernementaux. Il semble que les bavures de police et les arrestations aient augmenté de façon significative en 2013.<sup>102</sup>

**Les personnes qui contredisent les valeurs des groupements hostiles au gouvernement et les personnes fortunées.** Les personnes qui contredisent les stéréotypes traditionnels et religieux sont les cibles de persécutions et de meurtres commis par des membres de groupements antigouvernementaux et par des éléments conservateurs.<sup>103</sup>

**La vendetta.** Les crimes dits «d'honneur» peuvent s'étendre sur plusieurs générations. Le jugement d'un tribunal ne met pas forcément fin à une telle querelle.<sup>104</sup>

**Les anciens membres du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA) du gouvernement.** Les anciens chefs de file du PDPA qui, dans le passé, avaient gravement bafoué les droits de l'homme doivent s'attendre à des poursuites de la part des victimes.<sup>105</sup>

---

<sup>100</sup> UNAMA, Mid-year Report 2014, p. 16; Open Doors, Länderprofil: Afghanistan, état de janvier 2014: [www.opendoors.de/verfolgung/laenderprofile/afghanistan/](http://www.opendoors.de/verfolgung/laenderprofile/afghanistan/).

<sup>101</sup> USDOS, 2013 International Religious Freedom Report, le 28 juillet 2014, p. 1–2, 7–10. USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 47. La communauté des Sikhs est estimée à 685 familles et celle des Hindous à env. 4500 personnes. Le nombre de chrétiens serait compris entre 2000 et 3000, alors que les adeptes de la foi Baha'i sont estimés à quelque 2000 personnes.

<sup>102</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 47–48.

<sup>103</sup> UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 47–48, 71–72.

<sup>104</sup> UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 70–71.

<sup>105</sup> UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 84–85. Le HCR recommande d'examiner soigneusement les demandes d'asile pour vérifier qu'il n'y a pas de motifs d'exclusion de l'asile. Cela vaut aussi pour les personnes qui ont occupé des postes à responsabilité sous le régime suivant.

## 6 Situation socio-économique et médicale

L'Afghanistan reste l'un des pays les plus pauvres au monde. D'après le rapport sur le développement humain 2014, 36 pourcent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 25 dollars US par mois. Ce chiffre n'a guère changé depuis 2008. C'est notamment dû au fossé entre pauvres et riches et à l'incapacité des couches de population les moins instruites de saisir les chances qui pourraient se présenter. La population rurale dont le revenu dépend de l'agriculture est particulièrement touchée par la pauvreté. Elle est livrée sans défense aux fortes fluctuations climatiques, aux inondations et aux sécheresses persistantes. Elle ne dispose généralement que de mauvais sols, de peu de ressources et d'une infrastructure très sommaire. D'après les indications du Ministère afghan de l'Intérieur, environ deux millions de personnes handicapées vivaient en Afghanistan en 2013, dont 61 pourcent de femmes et d'enfants. Or, 10 pourcent seulement bénéficiaient d'un soutien financier de l'État. L'espérance de vie de la population afghane s'élevait à 60,9 ans en 2013.<sup>106</sup>

**Accès au travail.** Le nombre d'Afghanes et d'Afghans sous-occupés ou sans emploi est élevé et va encore augmenter à mesure que la transition progresse. D'après l'indice de développement humain 2014, seulement 15,7 pourcent des femmes de plus de 15 ans exerçaient une activité professionnelle en 2013, contre 79,7 pourcent des hommes. Pas moins de 73,6 pourcent des travailleurs comptent parmi les *working poor* qui gagnent à peine deux dollars US par jour ou encore moins.<sup>107</sup> L'agriculture occupe environ 75 pourcent de la population, mais ne représente que 25 pourcent environ du produit intérieur brut. Le taux d'analphabétisme reste élevé et il y a extrêmement peu de spécialistes très qualifiés.<sup>108</sup>

**Accès au logement.** C'est surtout à Kaboul que la pénurie de logements figure parmi les problèmes sociaux les plus graves.<sup>109</sup> En avril 2013, l'entreprise nationale de distribution électrique fournissait du courant à environ 28 pourcent de la population.<sup>110</sup> Les prix de l'immobilier ont drastiquement chuté depuis 2012.<sup>111</sup>

**Accès à l'eau potable et à la nourriture.** Aujourd'hui encore, à peine 39 pourcent de la population afghane a accès à de l'eau potable salubre et 7,5 pourcent seulement à un système adéquat d'élimination des eaux usées.<sup>112</sup>

**Accès à la formation.** En 2014, environ 11,5 millions d'enfants allaient à l'école en Afghanistan (dont près de 4,7 millions de filles) et plus de 27'000 étudiants sont

<sup>106</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 46; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 86, 88; UNDP, Afghanistan Annual Report 2013, mai 2014, p. 2, 12, 14: [www.af.undp.org/content/dam/afghanistan/docs/APRs/UNDP%20Afghanistan%20Annual%20Progress%20Report%202013.pdf](http://www.af.undp.org/content/dam/afghanistan/docs/APRs/UNDP%20Afghanistan%20Annual%20Progress%20Report%202013.pdf); UNDP, Human Development Report 2014, le 24 juillet 2014, p. 162, 180: [www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/2014HDR/HDR-2014-English.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/library/corporate/HDR/2014HDR/HDR-2014-English.pdf).

<sup>107</sup> UNDP, Human Development Report 2014, le 24 juillet 2014, p. 174, 202; Koser / Marsden, p. 9.  
<sup>108</sup> CRS, le 11 juillet 2014, p. 56, 63–64; USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 86, 89; Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 24.

<sup>109</sup> Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2013, p. 23; Radio Free Europe/Radio Liberty, Kabul Housing Shortage Leaves The Middle Class Behind, le 31 janvier 2011.  
<sup>110</sup> CRS, le 11 juillet 2014, p. 62. 30 % d'après le Rapport sur le développement humain 2014. UNDP, Human Development Report 2014, le 24 juillet 2014, p. 214.

<sup>111</sup> NZZ, Afghanistans Taliban: Weiterhin stark, aber nicht stark genug, le 23 juin 2014.  
<sup>112</sup> Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 26.

inscrits dans 62 écoles professionnelles ou techniques. Mais d'après le Ministère de l'Éducation supérieure, il n'y a pas assez de salles de classe, d'équipement et d'enseignants qualifiés. La qualité des offres de formation est insuffisante et la plupart des enfants quittent l'école dès l'âge de 12 ou 14 ans. Le système universitaire afghan est sous-financé, ce qui entrave la formation de travailleurs qualifiés. D'après le Rapport sur le développement humain 2014, à peine 20,3 pourcent des Afghanes et Afghans de plus de 25 ans savent lire et écrire et seulement 52 pourcent des élèves vont à l'école secondaire.<sup>113</sup> La pauvreté, les mariages précoces, l'insécurité, le manque de soutien familial, le manque de femmes dans le corps enseignant, ainsi que les grandes distances jusqu'aux écoles, sont autant d'embûches dans la scolarité des filles. Au Sud du pays, la situation instable, l'attitude conservatrice et la pauvreté entravent la formation de nombreux enfants.<sup>114</sup>

**Accès aux soins médicaux.** D'après le bureau allemand des affaires étrangères (*Auswärtiges Amt*), l'offre en matière de soins médicaux n'est pas suffisante dans une grande partie du pays.<sup>115</sup> L'accès aux institutions sanitaires s'est considérablement amélioré, mais 20 pourcent des Afghanes et Afghans interrogés ont déclaré avoir perdu un proche parent ou un ami en 2013, parce que la personne en question n'a pas pu accéder à une aide médicale ou n'a pas pu la payer. À l'heure actuelle, 10 pourcent des enfants meurent toujours avant l'âge de 5 ans et la mortalité maternelle figure encore parmi les plus élevées au monde.<sup>116</sup> L'état de santé des femmes et des enfants reste mauvais. Ils sont extrêmement nombreux à mourir de maladies qui auraient pu être soignées.<sup>117</sup>

**Terrain.** D'après l'*US Department of State*, les cas de confiscation illégale de terrain par des acteurs privés et publics ont augmenté en 2013. Les mines ont fait 114 morts en 2013, soit 63 pourcent de plus que l'année précédente.<sup>118</sup>

## 7 Retour

**Retour volontaire.** Malgré la pression accrue de l'Iran et du Pakistan, le nombre de retours a reculé en 2013 à cause des conditions de sécurité précaires et de la situation politique. En 2013, il y aurait eu en moyenne près de 40 pourcent de réfugiés de moins qu'en 2012 à retourner en Afghanistan. Leur nombre a encore baissé de 56 pourcent en 2014. Depuis l'annonce du retrait des forces de sécurité internationales

<sup>113</sup> USDOD, Report to Congress, avril 2014, p. 92–93; CRS, le 11 juillet 2014, p. 60; Amnesty International, Too many missed opportunities, le 4 avril 2014, p. 2. UNDP, Human Development Report 2014, le 24 juillet 2014, p. 194. Le gouvernement allemand parle de 9.2 millions d'enfants, dont 3.6 millions de filles (39 %). Le Parlement allemand, rapport intermédiaire de juin 2014, p. 25.

<sup>114</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 43. D'après l'*UNICEF*, il a fallu fermer définitivement ou temporairement 539 écoles au Sud de l'Afghanistan en 2013. News.ch, In Afghanistan 30 Prozent mehr Opfer unter den Kindern, le 3 juillet 2014: [www.news.ch/In+Afghanistan+30+Prozent+mehr+Opfer+unter+Kindern/631107/detail.htm](http://www.news.ch/In+Afghanistan+30+Prozent+mehr+Opfer+unter+Kindern/631107/detail.htm).

<sup>115</sup> Auswärtiges Amt, Reisewarnung, le 15 septembre 2014 (toujours valable depuis le 08.05.2014): [www.auswaertiges-amt.de/DE/Laenderinformationen/00-SiHi/AfghanistanSicherheit.html](http://www.auswaertiges-amt.de/DE/Laenderinformationen/00-SiHi/AfghanistanSicherheit.html).

<sup>116</sup> CRS, le 11 juillet 2014, p. 60; UNDP, Human Development Report 2014, le 24 juillet 2014, p. 174, 186.

<sup>117</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 42.

<sup>118</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 29–30. UNHCR, Eligibility Guidelines, le 6 août 2013, p. 68–70. Des fonctionnaires auraient accepté du terrain en compensation de faveurs politiques ou en auraient confisqué illégalement.

en 2014, beaucoup d'Afghanes et d'Afghans au bénéfice d'une bonne formation ont quitté le pays.<sup>119</sup>

**Situation des personnes de retour.** D'après le *HCR*, environ 42 pourcent des rapatriés ne retournent pas dans leurs communes d'origine, parce qu'ils n'ont plus de logement ou aucune possibilité de percevoir un revenu, parce que les services publics font défauts ou parce que les conditions de sécurité leur semblent trop précaires. L'accès au logement, aux possibilités de revenu et à l'eau est extrêmement difficile pour la plupart des rapatriés. Le soutien du gouvernement afghan aux personnes de retour d'Iran et du Pakistan laisse à désirer.<sup>120</sup>

**Situation des personnes déplacées.** À cause du conflit armé, le nombre de civils déplacés a augmenté de 25 pourcent en 2013 par rapport à l'année précédente (plus 124'354). Fin 2013, il se montait à 631'286 personnes. On en trouve particulièrement beaucoup à l'Ouest, à l'Est et au Nord de l'Afghanistan. À l'Est, plusieurs d'entre elles ont indiqué avoir fui à cause des attaques et intimidations de groupes antigouvernementaux. Les personnes déplacées souffrent souvent d'un accès restreint à la nourriture, à l'eau, à des logements convenables, à des institutions sanitaires et au travail. Leur liberté de mouvement est restreinte.<sup>121</sup> Les possibilités extrêmement limitées de gagner sa vie entraînent souvent de nouveaux mouvements de population. Les personnes déplacées sont à la merci du froid, en particulier durant les hivers rigoureux. À Kaboul et dans les environs, il existe au moins 51 colonies informelles abritant quelque 30'400 personnes. Beaucoup de ces gens y vivent déjà depuis plus de dix ans.<sup>122</sup>

**Capacité d'accueil.** D'après l'*US Department of State*, la capacité d'accueil de l'Afghanistan reste très faible pour les personnes de retour.<sup>123</sup>

---

<sup>119</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 25–26; Koser / Marsden, p. 15–17.

<sup>120</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 24; UNHCR, VOLREP and border monitoring – monthly update, mars 2014, p. 4: [www.refworld.org/docid/534d43ac4.html](http://www.refworld.org/docid/534d43ac4.html).

<sup>121</sup> UNAMA, Annual Report 2013, p. 12, 70–71; UNHCR, Global Trends 2013, War's Human Cost, le 20 juin 2014, p. 24, 40: [www.unhcr.org/5399a14f9.html](http://www.unhcr.org/5399a14f9.html); Koser / Marsden, p. 12.

<sup>122</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 25; UNICEF, In the harsh Afghan winter, barely getting by, le 12 février 2014: [www.unicef.org/infobycountry/afghanistan\\_72632.html](http://www.unicef.org/infobycountry/afghanistan_72632.html).

<sup>123</sup> USDOS, Human Rights Practices 2013, le 27 février 2014, p. 25.